

Memorial

des
Großherzogthums Luxemburg.



MEMORIAL

DU
Grand-Duché de Luxembourg.

Erster Theil.
Acte der Gesetzgebung
und der allgemeinen Verwaltung.

N^o 11.

PREMIÈRE PARTIE.
ACTES LÉGISLATIFS
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Samstag, 29. März 1873.

SAMEDI, 29 mars 1873.

Gesetz vom 27. December 1872, wodurch die am 26. October 1872 zwischen dem Großherzogthum und Belgien abgeschlossene Uebereinkunft, den Anschluß der Prinz-Heinrich-Eisenbahnen an die belgischen Linien betreffend, genehmigt wird.

Wir Wilhelm III, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, &c., &c., &c.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 19. März 1869, betreffend die Concession des Prinz-Heinrich-Eisenbahnezes, sowie der Uebereinkunft und des Bedingungenheftes, welche zu jenem Gesetze gehören;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 21. December 1872 und derjenigen des Staatsrathes vom 26. des nämlichen Monats, gemäß welchen eine zweite Abstimmung nicht stattfinden wird;

Haben verordnet und verordnen:

Die am 26. October 1872 zu Brüssel zwischen der Luxemburgischen und der Belgischen Regierung abgeschlossene Uebereinkunft in Betreff des

Loi du 27 décembre 1872, qui approuve la convention du 26 octobre 1872, pour assurer le raccordement des chemins de fer Prince-Henri avec les lignes belges, conclue entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 19 mars 1869, ayant pour objet la concession du réseau des chemins de fer Prince-Henri, la convention et le cahier des charges annexés à cette loi;

Notre Conseil d'État entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des députés du 21 décembre 1872 et celle du Conseil d'État du 26 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu au second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Est approuvée la convention conclue le 26 octobre dernier, à Bruxelles, entre le Gouvernement Luxembourgeois et le Gouvernement Belge,

Anschluß der Prinz-Heinrich-Eisenbahnen an die belgischen Linien ist genehmigt.

Befehlen und verordnen daß dieses Gesetz ins „Memorial“ eingerückt werde, um von allen, die es betrifft, vollzogen und befolgt zu werden.

Luxemburg den 27. Dezember 1872.

Für den König-Großherzog:
Dessen Statthalter
im Großherzogthum,
Heinrich,

Der Staatsminister, Prinz der Niederlande.
Präsident der Regierung,
L. J. E. Servais.

au sujet de la jonction des chemins de fer Prince-Henri avec les lignes belges.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 27 décembre 1872.

Pour le Roi Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant
dans le Grand-Duché,
HENRI,

Le Ministre d'État, PRINCE DES PAYS-BAS.
Président du Gouvernement,
L.-J.-E. SERVAIS.

CONVENTION.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, animés du désir de procurer au commerce et aux relations entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique les avantages qui peuvent résulter de nouvelles communications par chemin de fer, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le baron F.-A. de Blochausen, ancien Directeur général, membre de la Chambre des députés, Officier de l'Ordre royal grand-ducal de la Couronne de chêne et Chevalier de l'Aigle rouge de Prusse de 2^e classe, etc.,

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le comte G.-B.-F.-C. d'Aspremont-Lynden, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand-croix de l'Ordre de Charles III, etc., membre du Sénat, Son Ministre des affaires étrangères,

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. — Le chemin de fer projeté par l'État belge, de la frontière du Grand-Duché de Luxembourg vers le bassin de Charleroi, prendra son origine à la dite frontière en un point où viendra aboutir le chemin de fer Prince-Henri.

Dans les six mois, ce point de raccordement sera déterminé, de commun accord, par les deux Gouvernements.

Art. 2. — Le Gouvernement belge s'engage à accorder à la Société du chemin de fer Prince-Henri la concession de deux branches de chemin de fer, l'une partant de la frontière grand-ducale près de Pétange, pour se raccorder à la station actuelle d'Athus; l'autre partant de la dite frontière entre Pétange et Bettingen, pour se raccorder à la station d'Autel-Bas du chemin de fer de la Grande-Compagnie du Luxembourg.

Art. 3. — Les deux concessions mentionnées à l'article précédent seront accordées sous la réserve du droit de préférence appartenant à la Grande-Compagnie précitée.

Il est entendu que la Société concessionnaire du réseau Prince-Henri présentera, en temps utile, au Gouvernement belge les plans et documents nécessaires à la mise en demeure de la dite Compagnie, mise en demeure qui aura lieu dans le délai de deux mois, à partir de l'approbation législative des présentes.

Si la Grande-Compagnie du Luxembourg n'use pas de son droit de préférence, la concession sera définitive, à partir du jour où ce droit aura été purgé.

Art. 4. — Il sera concédé, par le Gouvernement grand-ducal, à la Société du chemin de fer Prince-Henri, qui s'est engagée à l'exécuter dans un délai de 18 mois à dater de ce jour, un raccordement reliant toutes les minières du bassin dit «de Lamadelaine» à la ligne principale du dit chemin de fer.

Cette concession sera faite, sans subvention, aux clauses et conditions du cahier des charges du 27 février 1869, sauf les dispositions relatives au rayon des courbes, aux pentes et rampes, ainsi qu'au transport de personnes et de la poste, dispositions qui seront arrêtées ultérieurement.

Art. 5. — Les embranchements industriels de la nature de celui prévu à l'art. 4 ci-dessus seront considérés, quant à l'application des tarifs, comme faisant partie du réseau.

Art. 6. — Le Gouvernement grand-ducal s'engage à accorder à tout exploitant la concession nécessaire pour raccorder à ses frais ses minières au réseau Prince-Henri.

Il en sera de même dans le cas où un exploitant voudrait raccorder ses minières à un embranchement particulier déjà concédé.

Art. 7. — Les dispositions qui font l'objet des art. 3, 4, 5, 6 (§ 1^{er}), 7, 8, 9, 10 et 11 de la convention intervenue le 22 juillet 1862 entre les deux Gouvernements, sont applicables aux chemins de fer dont il s'agit dans les présents arrangements.

Art. 8. — La présente convention est conclue sous la réserve de l'approbation des pouvoirs législatifs.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le 31 décembre 1872, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original à Bruxelles, le 26 octobre 1872.

Baron F. DE BLOCHAUSEN.

Comte d'ASPREMONT-LINDEN.

(L. S.)

(L. S.)

(L'échange des ratifications a eu lieu à Luxembourg le 13 mars 1873.)